

GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE

DIRECTION TERRITORIALE DU HAVRE

(ci-après dénommé HAROPA PORT - LE HAVRE)

(Maitre d'Ouvrage)

Service Réseau Ferré Portuaire

(Maîtrise d'œuvre)

REGENERATION DU PN 142

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. TRANCHES ET LOTS	4
1.3. RESPONSABILITÉS SUR LE PROJET	4
1.4. FORME DE NOTIFICATION ET INFORMATIONS – ORDRES DE SERVICE	4
1.5. SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE DISCRETION	6
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES	6
2.1. DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
2.2. DOCUMENTS NON CONTRACTUELS OPPOSABLES AU SEUL TITULAIRE	7
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - RÉGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX.....	8
3.1. RÉPARTITION DES PAIEMENTS	8
3.2. CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET RÉGLEMENT DES COMPTES	8
3.3. MODALITÉS DE RÉGLEMENT DES COMPTES	9
3.4. VARIATION DANS LES PRIX.....	10
3.5. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS.....	11
3.6. FORMES PARTICULIÈRES DE L'ENVOI DES PROJETS DE DÉCOMPTES.....	12
3.7. DÉLAI DE PAIEMENT.....	13
ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES	13
4.1. DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	13
4.2. PÉNALITÉS POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE	14
4.3. PÉNALITÉS POUR NON-RÉSTITUTION DE LA VOIE ROUTIÈRE ET FERROVIAIRE	14
4.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	14
4.5. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES PRÉSCRIPTIONS TECHNIQUES	15
4.6. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DU PAE ET/OU DES PRÉSCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES	15
4.7. INFRACTIONS AUX MESURES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET À L'HYGIÈNE DU CHANTIER.....	15
4.8. DÉLAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS RÉCEPTION	15
4.9. PÉNALITÉS POUR RETARD DANS L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE LÈVEE DES RÉSERVES (RÉCEPTION AVEC RÉSERVES).....	15
4.10. PÉNALITÉ POUR TRAVAIL DISSIMULÉ.....	15
4.11. CONDITIONS D'APPLICATION DES PÉNALITÉS, RETENUES ET RÉFACTION.....	16
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	16
5.1. RETENUE DE GARANTIE	16
5.2. AVANCE	17
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	18
6.1. PROVENANCE DE MATÉRIAUX ET PRODUITS	18
6.2. CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	18
6.3. SURVEILLANCE DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	19
ARTICLE 7. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	19
7.1. PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	19
7.2. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL	20

7.3. ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	20
ARTICLE 8. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	23
8.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	23
8.2. RECEPTION DES TRAVAUX	23
8.3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.).....	24
ARTICLE 9. GARANTIES CONTRACTUELLES	25
9.1. - GARANTIE POUR VICE CACHE	25
ARTICLE 10. ASSURANCES	25
ARTICLE 11. POLITIQUE SURETE DE HAROPA PORT LE HAVRE	26
11.1. OBJECTIFS DE LA POLITIQUE SURETE	26
11.2. CONTENU DE LA POLITIQUE SURETE	26
11.3. EXIGENCE DE SURETE AU TITRE DU PRESENT MARCHÉ.....	28
ARTICLE 12. DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES A L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE.	29
12.1. DESTINATION – ENGAGEMENT D'UTILISATION.....	29
12.2. DUREE.....	29
12.3. RESTITUTION DES LIEUX – REMISE EN ETAT.....	30
12.4. SOUS-OCCUPATION	30
ARTICLE 13. RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES MODIFEE.....	30
ARTICLE 14. CLAUSES DE RÉEXAMEN	31
ARTICLE 15. REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	32
15.1. OBLIGATION D'ALERTE PREALABLE	32
15.2. MEMOIRE EN RECLAMATION	33
15.3. PROCEDURE CONTENTIEUSE	33
ARTICLE 16. RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.....	33
ARTICLE 17. PRECISIONS POUR L'APPLICATION DU CCAG-TRAVAUX	33
ARTICLE 18. CLAUSE D'INTEGRITE - PROBITE.....	34
ARTICLE 19. ATTESTATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALAIRES DE NATIONALITE ETRANGERE HORS C.E.	35
ARTICLE 20. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	35

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent la régénération du PN 142 situé route industrielle au Havre. Ce PN est composé de rails VIGNOL et d'un platelage STRAIL. Il sera reconstitué à l'identique.

Les travaux comprennent l'ensemble des fournitures et des travaux nécessaires à la régénération du PN 142.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Représentation du titulaire sur le chantier

Aux fins de faciliter les contacts et les remises ou transmissions de tous documents relatifs au déroulement des prestations faisant l'objet du marché et, notamment les Ordres de Service, l'Entrepreneur désignera au début de l'exécution des travaux, et au plus tard sous un délai de huit (8) jours comptés depuis la notification de l'Ordre de Service prescrivant de commencer les travaux, une personne habilitée par lui à recevoir sur le chantier ces documents, en qualité de représentant de l'Entreprise.

1.2. Tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ; le marché n'est pas alloti.

1.3. Responsabilités sur le projet

Les responsabilités s'exerçant sur le projet sont les suivantes :

1.3.1. Maîtrise d'ouvrage (MOA)

L'Entité Adjudicatrice assurant la Maîtrise d'Ouvrage est le grand port fluvio-maritime de l'axe Seine, représenté par le Directeur général délégué en charge de la Direction territoriale du Havre (HAROPA PORT | Le Havre), en complément de l'article 2 du CCAG-Travaux, il est autrement dénommé « Personne Responsable du Marché » (P.R.M.) ou « acheteur » dans les pièces constitutives particulières et générales du marché public.

1.3.2. Maîtrise d'œuvre (MOE)

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par le Service Réseau Ferré Portuaire sous réserve de changement ultérieur par décision ultérieure du Maîtrise d'Ouvrage.

1.4. Forme de notification et informations – ordres de service

1.4.1. Forme des notifications et informations

Par dérogations à l'article 3.1.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont émis par le seul Maître d'Œuvre. Ils sont adressés en deux exemplaires au titulaire soit par remise en main propre soit par courrier avec accusé de réception uniquement. Celui-ci renvoie immédiatement au Maître d'Œuvre l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

Par dérogations à l'article 3.1.1 du CCAG-Travaux, les notifications peuvent être faites uniquement en main propre ou à l'adresse postale des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

1.4.2. Ordres de service

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés, émis et notifiés par le maître d'œuvre.

Le titulaire en accuse réception datée dans les conditions fixées à l'article ci-dessus.

Par dérogations à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant ne font pas l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de service. Les observations notifiées par le titulaire visant à informer le maître d'œuvre ne suspendent pas le délai d'exécution de l'ordre de service. Le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de services même en l'absence de réponse à ses observations de la part du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage dans le délai de quinze jours mentionné à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-Travaux, sous réserve des seuls articles 13.6, 14.2.2 et 50.2.1, le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Toutefois, par dérogation aux articles 18.1.1 et 50.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire peut demander la résiliation du marché public si l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations n'a pas été notifié dans les six mois suivant la notification du marché.

Ordres de services de prix provisoires

En complément à l'article 13.4 du CCAG-Travaux qui concernent les prix provisoires, l'accord du maître d'ouvrage ne sera pas précisé dans l'ordre de service notifié au titulaire par le maître d'œuvre.

Les ordres de services prescrivant de commencer des prestations ou travaux prévues au marché ne sont pas concernés par l'article 13 du CCAG-Travaux.

Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4 et suivant du CCAG-Travaux, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant initial, ou le cas échéant le montant du dernier avenant approuvé par le maître d'ouvrage, l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant initial.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre, deux mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra le montant initial, ou le cas échéant le montant du dernier avenant approuvé par le maître d'ouvrage. L'ordre de poursuivre les travaux au-delà du montant initial, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà du montant initial, et le cas échéant les mesures conservatoires, ne sont pas payés au titulaire.

1.5. Secret professionnel et obligation de discrétion

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, documents, études et décisions dont il aurait connaissance au cours de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de HAROPA PORT | Le Havre.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES

2.1. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG applicable au présent marché public, les pièces particulières et générales du marché public sont dans l'ordre de priorité décroissant en cas de contradiction entre elles :

a) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),
- L'état des prix forfaitaires (E.P.F), assorti des conditions particulières d'application des prix forfaitaires,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), assorti des conditions d'applications des prix unitaires,
- Le détail estimatif (D.E.).

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.1.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux en vigueur le jour de l'approbation du présent marché public ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- l'arrêté du 7 mai 2015 relatif aux tâches essentielles pour la sécurité ferroviaire autres que la conduite de trains ;
- liste des normes citées au C.C.T.P rappelée ci-dessous :

NF EN 13450 : Granulats pour ballast de voies ferrées – Aout 2003

NF EN 13674-1 + A1 : Applications ferroviaires - Voie - Rails - Partie 1 : Rails Vignole de masse supérieure ou égale à 46 kg/m – Juin 2017

NF EN 13230-2 : Applications ferroviaires - Voie - Traverses et supports en béton - Partie 2 : traverses monoblocs précontraintes – Novembre 2016

NF F50-006 : Installations fixes ferroviaires - Tirefonds à filet variable – Avril 1998

NF F50-031 : Installations fixes ferroviaires - Selles métalliques – Décembre 1989

La conformité aux normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états si elles sont reconnues comme équivalentes. Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises marquées NF ou autres, le titulaire pourra proposer à la personne publique des produits qui bénéficient de mode de preuves en vigueur dans d'autres états qu'il estime équivalents. Le titulaire devra alors apporter à la personne publique les éléments de mesure qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Toute demande formulée par le Titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au Maître d'Ouvrage, avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

- Les conditions générales d'occupation de HAROPA PORT | Le Havre.

2.2. Documents non contractuels opposables au seul titulaire

- **Les décompositions des prix forfaitaires et sous détails des prix unitaires** fournis tant à l'appui de l'offre que dans les vingt jours comptés depuis le départ du délai d'exécution, en application des dispositions de l'article 3.2.4 du présent C.C.A.P.

Les décompositions de prix forfaitaires et sous-détails de prix unitaires n'ont pas de valeur contractuelle autre que pour servir de base à la détermination d'une part, du prix d'éventuels travaux supplémentaires, et d'autre part, du montant des acomptes au regard de l'avancement effectif du chantier.

Le titulaire ne peut prétendre présenter une quelconque réclamation à raison d'omission caractérisant les décompositions de prix forfaitaires ou sous-détails de prix unitaires ou de différences entre les quantités portées sur ces documents par rapport à celles qui sont effectivement mises en œuvre.

- **Le mémoire technique d'exécution**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, ces documents, remis par l'entrepreneur à l'appui de son offre, constituent un engagement unilatéral de sa part vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre qui pourront, par conséquent, exiger à tout moment de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

Ces documents ne confèrent pas à l'entrepreneur de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ce document.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

3.1. Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, l'Entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

Les précisions données à l'article 3.2.1 ci-après s'appliquent à l'ensemble des prix du marché. Elles sont complétées par les dispositions particulières figurant éventuellement dans les libellés des prix du Bordereau des Prix Unitaires et de l'Etat des Prix Forfaitaires.

3.2.1. Contenu des prix du marché public

Les prix du marché sont hors T.V.A. Les prix tiennent compte de toutes les dépenses, charges et aléas résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, marge pour risque et bénéfice. Ils comprennent, en outre, toutes les sujétions particulières relatives à la nature des prestations, à la situation des lieux et aux circonstances locales. Ils tiennent compte des dispositions spécifiques relatives à l'occupation temporaire du domaine.

Les prix du marché sont établis en tenant compte de toutes les dépenses et de toutes les sujétions d'exécution prévisibles, dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux, que ces sujétions soient énumérées ou non au présent cahier et dans les documents qui y sont mentionnés.

Ces sujétions peuvent notamment résulter :

- des intempéries et autres phénomènes naturels indiqués dans le tableau ci-dessous, lorsqu'ils ne dépassent pas respectivement les intensités limites fixées ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite
Précipitations exceptionnelles : (Station météo au Cap de la Hève)	200 mm en 24 heures
Température extérieure :	-5°C sur 24 heures
Température au rail :	+ 45°C

En cas de dépassement des intensités limites indiquées ci-dessus, le titulaire ne pourra prétendre à indemnisation quant aux dommages subis par les ouvrages en cours de réalisation, que s'il apporte la preuve que ces dommages sont la conséquence directe du dépassement des seuils d'intempéries indiqués ci-dessus et ne résultent pas d'une imprévoyance de sa part. Dans le cas contraire, les frais résultants de la remise en état des ouvrages endommagés resteront entièrement à sa charge.

- de la zone de chantier,
- de la réalisation des mesures, essais et contrôles prévus au C.C.T.P., qu'ils soient effectués par l'Entrepreneur ou par le contrôle extérieur,

- de la présence des réseaux enterrés et aériens existants,
- de la mise en place et entretien des signalisations réglementaires et des dispositifs de sécurité sur toutes les catégories de voies donnant l'accès sur le site des travaux,
- des contraintes particulières définies à l'article I.5 du CCTP,
- du Système de Gestion de la Sécurité du Réseau Ferré Portuaire (SGS),
- de la proximité de sites portuaires en exploitation,
- des mesures particulières d'organisation, d'hygiène et de sécurité du chantier indiquées à l'article III.7 du C.C.T.P,
- du règlement général de police des ports maritimes et du règlement particulier de HAROPA PORT | LE HAVRE.

En cas de non-respect de ces prescriptions, l'Entreprise titulaire du présent marché assumera l'entière responsabilité des conséquences des immobilisations éventuelles, ou autres, résultant de ses manquements.

En aucun cas le titulaire ne pourra se prévaloir de sujétions qui ne seraient pas mentionnées ci-dessus pour obtenir une prolongation de délais ou le renchérissement des prix de son marché dans la mesure où ces sujétions peuvent être considérées comme normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.

3.2.2. Prestations gratuites ou non gratuites

Aucune prestation autre que celles précisées ci-après, n'est réputée fournie par HAROPA PORT | Le Havre dans le cadre du présent marché :

L'Entrepreneur pourra bénéficier d'une aire pour la mise en place de l'installation de chantier et d'un parking pour son matériel, à proximité des travaux.

Il est bien précisé que ces terrains seront utilisés par l'entrepreneur sous son entière responsabilité. Toute dégradation survenant du fait des travaux fera l'objet d'une remise en état à ses frais exclusifs.

3.2.3. Modes d'évaluation des ouvrages

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

- par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans l'état des prix forfaitaires,
- par application des prix unitaires aux quantités réellement mises en œuvre dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

3.2.4. Décomposition et sous-détail des prix

Dans les vingt jours à compter de la date de départ du délai d'exécution des travaux, le titulaire fournira :

- une décomposition des prix de l'état des prix forfaitaires,
- un sous-détail des prix du bordereau des prix unitaires.

3.3. Modalités de règlement des comptes

Les modalités générales de règlement des comptes sont précisées ci-dessous ; elles sont le cas échéant, complétées par des modalités particulières spécifiées dans les libellés des prix forfaitaires de l'état des

prix forfaitaires et des prix unitaires du bordereau des prix unitaires.

Les comptes seront réglés en une seule fois à la réception des travaux.

3.4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1. Variation dans les prix

Les prix sont fermes, actualisables, suivant les modalités fixées aux paragraphes 3.4.3 à 3.4.4 ci-après.

3.4.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois en cours lors de la remise de la dernière offre ; ce mois indiqué en page de garde de l'acte d'engagement est appelé "mois zéro".

3.4.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national suivant :

- VF2 "Travaux de voie avec mécanisation légère", base 100 en Janvier 1975, publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

3.4.4. Modalités d'actualisation des prix

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_d - 3}{I_0}$$

dans laquelle I_0 et $I_d - 3$ sont des valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I du marché, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des prestations soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

En complément aux dispositions de l'article 9.4.4 du CCAG-Travaux, à l'expiration du délai d'exécution éventuellement prolongé, l'entreprise ne pourra pas bénéficier des augmentations de coefficient de variation de prix qui pourraient résulter de retards de l'Entrepreneur, les diminutions résultant de l'application de ces coefficients bénéficiant au maître d'ouvrage.

3.4.5. Révision ou actualisation sur la base d'index, d'indices ou de valeurs connus

Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG-travaux, lorsqu'une actualisation ou révision des prix doit être effectuée, il est procédé à la révision ou l'actualisation sur la base de l'index, des indices ou des valeurs connus à la date de la révision ou actualisation.

3.4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des factures par l'entreprise, sauf dispositions légales contraires précisées en accompagnement d'un changement de taux de TVA.

3.4.7. Disparition d'un indice ou d'un index

Dans le cadre de l'article 9.4.3 du CCAG-Travaux, en cas de disparition de l'indice ou index de référence, celui-ci sera remplacé par un autre indice ou index équivalent (suivant les recommandations disponibles sur le site de l'INSEE ou, en l'absence de disponibilité sur ce site, équivalent notoirement reconnu) par ordre de service notifié à l'entreprise.

3.5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la décision prévue à l'article 3.6.1 du CCAG-Travaux.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article R.2193-3 du Code de la commande publique,
- Le compte à créditer,
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux R.2191-59 à R.2191-62 du Code de la commande publique, à savoir l'acheteur ou le comptable assignataire des paiements.

Le remplacement d'un sous-traitant agréé lors de l'approbation du marché et dont le titulaire avait demandé la prise en compte pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières lors de sa candidature, ne pourra intervenir que si le sous-traitant pressenti dispose de capacités professionnelles, techniques ou financières équivalentes.

HAROPA PORT | Le Havre, Maître d'Ouvrage, pourra refuser d'accepter le changement ultérieur ou l'agrément d'un sous-traitant si ce changement ou cette demande agrément est de nature à remettre en cause la bonne exécution des prestations correspondantes et en particulier si ce sous-traitant ne dispose pas des qualifications ou références requises pour la réalisation des prestations correspondantes.

Le retrait ou le désistement d'un sous-traitant intervenant dans ces conditions pourra conduire à la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

3.5.2. Modalités de paiement direct

- *Entrepreneur individuel ou société :*

Conformément aux dispositions des articles R.2193-11 à R.2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, au titulaire et à l'acheteur ; cette demande de paiement tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA sauf en cas d'autoliquidation.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de paiement du sous-traitant, pour donner son accord ou notifier son refus à l'acheteur et au sous-traitant, sur le montant à payer. En cas d'accord, ou de silence conservé par le titulaire à l'issue de cette période de quinze jours, l'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 3.7.

Le montant accepté sera intégré par le titulaire dans son projet de décompte le plus proche.

- *Entrepreneurs groupés solidaires :*

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des titulaires solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

- *Entrepreneurs groupés conjoints :*

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à la part de prestations assignée à ce co-traitant suivant la répartition prévue à l'acte d'engagement.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement (solidaire ou conjoint), conformément aux dispositions des articles R.2193-11 à R.2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, à l'entrepreneur co-traitant et à l'acheteur ; cette demande de paiement tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA sauf en cas d'autoliquidation.

L'entrepreneur dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de paiement du sous-traitant, pour donner son accord ou notifier son refus à l'acheteur et au sous-traitant, sur le montant à payer. En cas d'accord, ou de silence conservé par le titulaire à l'issue de cette période de quinze jours, l'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 3.7.

Le montant accepté sera intégré par l'entrepreneur co-traitant dans son projet de décompte le plus proche.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également donner son accord sur les sommes à payer au sous-traitant.

3.6. Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes

Il sera fait application de l'article 12.6 du CCAG-Travaux, et par application du Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les décomptes mensuel, états d'acompte, factures, projets de décompte final et décomptes généraux et définitifs avec leurs PJ devront nécessairement être transmis à HAROPA PORT | Le Havre via le portail de facturation mutualisé « Chorus Portail Pro » mis à disposition gratuitement par l'Etat (informations disponibles sur : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

Par dérogation à l'article 12.6 du CCAG-Travaux, les projets de décompte final et décomptes généraux seront soumis aux dispositions spécifiques ci-dessous.

Dans ce cadre, les dépôts de factures sur ce portail devront spécifier les éléments d'informations suivants :

- Mention obligatoire du numéro d'engagement juridique ;

- Code SIRET du GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE - HAROPA PORT – DIRECTION TERRITORIALE DU HAVRE : 899 614 804 00024

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Dès lors, tout envoi parallèle ou supplémentaire en version papier sera systématiquement rejeté par HAROPA PORT | Le Havre après avoir informé l'émetteur de l'obligation de procéder via le portail.

Dispositions spécifiques relatives aux projets de décompte final et décomptes généraux

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre, par courrier avec accusé de réception, dans le délai de deux (2) mois à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3.

Par dérogation aux articles 12.4.2 et 55.1.2 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général uniquement dans les deux (2) mois à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si le représentant de l'acheteur ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une mise en demeure d'y procéder.

L'absence de notification au titulaire du décompte général par le représentant de l'acheteur, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise seulement le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent et n'emporte aucune approbation tacite des demandes du titulaire.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1 du CCAG-Travaux.

3.7. Délai de paiement

Le paiement interviendra dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception par HAROPA PORT | Le Havre du décompte, de la facture ou du mémoire du titulaire. HAROPA PORT | Le Havre se libèrera des sommes dues par lui en faisant porter le montant par virement bancaire au crédit du compte indiqué en annexe à l'acte d'engagement.

ARTICLE 4. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1. Délai d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement. Le délai global d'exécution des travaux commencera à courir à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

4.1.1. Prolongation du délai global d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution ne tient compte d'aucune journée d'intempérie.

En cas d'intempéries, au sens de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution sera prolongé d'une durée égale à celle des intempéries réellement constatées affectant les travaux lorsque les intensités limites fixées ci-après seront dépassées :

Nature du phénomène	Intensité limite
Vitesse du vent au Cap de la Hève	70 km/h
Gel	(– 5°C) relevé au sol
Température	+ 45° c au rail
Neige	Présence uniforme au sol à l'embauche
Précipitations exceptionnelles	3 mm en 1 heure
Précipitations	Durée cumulée supérieure à 4 h pendant une journée de 8 h à 18 h

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, il est précisé que les jours fériés, samedis et dimanches pourront être considérés comme étant des jours ouvrés si le planning de l'entreprise prévoit que le chantier soit en activité et que celle-ci ait été effectivement constatée.

De plus, par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution sera appliquée pour chaque jour ouvré au cours duquel un arrêt effectif du travail d'une tâche située sur le chemin critique sera constaté contradictoirement. Cette prolongation du délai d'exécution sera strictement égale en jours ouvrés, à l'arrêt constaté.

Ces prolongations de délai n'ouvrent pas droit à indemnités tant que les intensités limites énoncées au 3.2.1 ci-dessus ne sont pas dépassées.

4.2. Pénalités pour retard - Primes d'avance

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans l'achèvement des travaux (délai global), le titulaire subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité de mille euros (1 000 €) par jour calendaires.

Il ne sera pas versé de primes d'avance.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, la remise du dossier des ouvrages exécutés ne fait pas partie du délai d'exécution conformément aux articles 4.8. et 8.3 du présent CCAP.

4.3. Pénalités pour non-restitution de la voie routière et ferroviaire

Le titulaire subira une pénalité de cinq mille euros (5 000 €) par jour calendaire, en cas de retard dans la restitution à l'exploitation de la voie routière et ferroviaire, sans restriction, au plus tard, pour le 21/04/2025 à 18h00, conformément à l'article I.5 du CCTP.

4.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise dans l'état initial des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai global d'exécution.

4.5. Pénalités pour non-respect des prescriptions techniques

Les pénalités éventuelles applicables en cas de non-respect des prescriptions techniques fixées par les fascicules concernés du C.C.T.G. ou du C.C.T.P. sont prévues s'il y a lieu au C.C.T.P.

4.6. Pénalités pour non-respect du PAE et/ou des prescriptions environnementales

En cas de non-respect des dispositions particulières d'exécution des travaux fixées au P.A.E et/ou des prescriptions environnementales, le titulaire sera mis en demeure de se mettre en conformité avec celles-ci dans le délai figurant dans la demande qui lui en sera faite. Passé ce délai et à défaut de mise en conformité, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de cinq cents (500 €) euros par jour jusqu'à la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant le respect desdites règles.

Par ailleurs, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de procéder à l'arrêt du chantier. Les surcoûts liés à l'arrêt du chantier resteront à la charge du titulaire.

Si des dommages à l'environnement devaient être constatés par HAROPA PORT | Le Havre liés au non-respect des prescriptions, le titulaire aura à sa charge la remise en état du site et la mise en œuvre des mesures de réparation, et de compensations associées.

4.7. Infractions aux mesures relatives à la sécurité et à l'hygiène du chantier

Lorsqu'une infraction aux mesures relatives à la sécurité et à l'hygiène du chantier aura été détectée et signalée par écrit à l'Entrepreneur, celui-ci subira une pénalité journalière de trois cents euros (300 €) jusqu'à la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant le respect desdites mesures.

En complément aux dispositions de l'article 31.4.4 du CCAG-Travaux, en cas d'infractions aux mesures relatives à la sécurité et à l'hygiène du chantier, en cas d'urgence, de danger ou de mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre peut arrêter le chantier, sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité ou à une prolongation de son délai d'exécution.

4.8. Délais et retenues pour remise des documents fournis après réception

Le DOE, les plans et autres documents à fournir après exécution par l'Entrepreneur, conformément à l'article 40 du C.C.A.G-Travaux et à l'article 8.3 du C.C.A.P. devront être remis au Maître d'œuvre un (1) mois, au plus tard, après notification de la décision de réception des travaux.

En cas de retard, une retenue égale à mille (1 000 €) Euros sera opérée sur les sommes dues au titulaire.

4.9. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux de levée des réserves (réception avec réserves)

En cas de retard dans l'exécution des travaux et des prestations permettant la levée des réserves listées lors des opérations préalables à la réception, l'entreprise subira une pénalité de retard fixée à deux cent Euros (200 €) par jour calendaire de retard, toutes réserves confondues, à compter de l'expiration du délai mentionné dans le document prescrivant les modalités de levées des réserves.

4.10. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur appliquera une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Conformément à l'article 3.6.1.5 du CCAG- Travaux, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité journalière égale à 1/1000 du montant hors taxes du marché public.

4.11. Conditions d'application des pénalités, retenues et réfaction

Les pénalités retenues et réfections de prix sont toutes cumulables. Aucune TVA n'est applicable aux pénalités. Elles s'appliquent par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG- Travaux, lorsque HAROPA PORT | Le Havre envisage d'appliquer les pénalités de retard, il ne mettra pas en demeure le titulaire et n'invitera pas le titulaire à présenter ses observations s'il envisage d'appliquer des pénalités. Dans ce cadre, les dispositions de l'article 15 du présent CCAP sont applicables.

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, il ne sera procédé à aucune mise en demeure en vue de l'application des pénalités sauf stipulation contraire de la clause correspondante.

Les pénalités retenues sont toutes cumulables, non révisables et, uniquement pour ce qui concerne les délais d'exécution, libératoires.

Aucune T.V.A n'est applicable aux pénalités.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% du montant toutes taxes comprises des sommes dues au titulaire sera appliquée sur chaque acompte.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande délivrée par un établissement de crédit.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois cette garantie à première demande devra couvrir le montant de la retenue de garantie toutes taxes comprises, en tenant compte également des éventuelles modifications en cours d'exécution. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie seront reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant de la retenue de garantie toutes taxes comprises, en tenant compte également des éventuelles modifications en cours d'exécution.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés, dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie, sauf si le Maître d'Ouvrage a, avant l'expiration de ce délai, notifié par lettre recommandée au titulaire du marché, ou à l'établissement selon le cas, que le marché a fait l'objet de réserves et que celles-ci n'ont pas été levées à l'expiration de ce délai. Dans ce cas, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la levée de ces réserves.

5.2. Avance

Pour l'application de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, l'option B s'applique. Si le montant du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance sera versée au titulaire, dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, sauf s'il y renonce expressément dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 30% du montant initial toutes taxes comprises du marché si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois. Il est égal au produit de ces 30% par 12/N, N étant exprimé en mois, si le délai dépasse douze mois.

Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance interviendra par précompte sur le décompte unique du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants, dans les conditions fixées à aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code la commande publique, lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est supérieur à cinquante mille (50 000) €uros hors T.V.A.

Le versement de cette avance, dont le montant est de 30% du montant hors taxes en cas d'autoliquidation des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'Entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé au minimum à 30% (ce taux peut être porté à 40 voire 50% dans le cadre de l'acte d'engagement et suivant le souhait de l'entreprise).

Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, le remboursement débute à la première demande de paiement. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Pour les avances supérieures à 300K€HTVA, le versement est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie doit porter sur toute l'avance. Cette garantie peut être substituée par une caution personnelle et solidaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Union Européenne, si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou équivalente), le titulaire du marché pourra proposer au Maître d'Ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuve en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes d'accréditation signataires des accords dits « EA » ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme NF EN ISO/CEI 17065 Décembre 2012. Le titulaire du marché devra alors apporter au Maître d'Ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si le Maître d'Ouvrage accepte de faire jouer la clause d'équivalence. En complément à l'article 23 du CCAG-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au Maître d'Ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt de chantier. Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-Travaux, le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

6.1. Provenance de matériaux et produits

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-Travaux, le CCTP. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur, ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le C.C.T.P.

6.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.2.1. Par dérogation à l'article 23.1 du CCAG-Travaux, le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

6.2.2. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 24.3 du CCAG-Travaux, le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance éventuelle de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes Les vérifications et la surveillance sont à la charge de l'Entrepreneur et sont assurées par du personnel qualifié de l'Entrepreneur pour les contrôles internes et un laboratoire agréé par le Maître d'œuvre pour le contrôle externe.

6.2.3. Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications, en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils lui sont rémunérés en dépenses contrôlées,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître de l'Ouvrage.

Toutefois, par dérogations à l'article 24.7 du CCAG-Travaux, si ces contrôles initialement à la charge du Maître d'Ouvrage mettent en évidence des anomalies ou non-conformités, les frais correspondants en seront supportés par l'Entrepreneur.

6.3. Surveillance de l'exécution des travaux

HAROPA PORT | Le Havre se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugerait utiles en vue de surveiller la réalisation et les travaux. HAROPA PORT | Le Havre ou son représentant devra recevoir du titulaire toutes les facilités voulues pour accomplir sa mission.

Le titulaire devra laisser toutes facilités aux agents de HAROPA PORT | Le Havre pour suivre les travaux sur les chantiers et sera tenu de fournir de façon permanente aux agents chargés des contrôles la possibilité d'accès dans des conditions offrant toute sécurité.

Le fait de la surveillance exercée pendant les travaux ne pourra à aucun titre être invoqué par le titulaire à sa décharge dans l'hypothèse d'une malfaçon ou d'un défaut de réalisation.

ARTICLE 7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est prévu une période de préparation qui est laissée à la discrétion du titulaire. Cette période est comprise dans le délai global d'exécution et doit être compatible avec celui-ci.

Les opérations à réaliser pendant la période de préparation sont précisées à l'article III.1 du C.C.T.P.

Le délai de visa par le Maître d'Œuvre des documents permettant le démarrage des travaux est inclus dans cette durée. Le délai de visa par le Maître d'œuvre ne suspend pas le délai global des travaux.

Les plans, le programme d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier, le plan d'hygiène et de sécurité, le PAE ainsi que le SOGED seront établis par l'Entrepreneur et soumis au visa du Maître d'œuvre dans le délai de deux (2) semaines à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Il sera procédé, pendant la période de préparation, à l'initiative du Maître d'Œuvre et avant toute installation sur le chantier, à l'établissement d'un plan de prévention auquel devront assister, le titulaire, ses éventuels co-traitants et sous-traitants désignés ainsi que l'entreprise utilisatrice.

Les analyses de risques des Entrepreneurs doivent être remises au Maître d'Œuvre dans un délai de deux (2) semaines à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G-Travaux, il ne sera pas tenue de registre de chantier.

7.1.1. Modalités de remise et de visa

L'ensemble des documents nécessaires à l'exécution des travaux est établi en langue française par l'Entrepreneur au Maître d'Œuvre, selon les modalités ci-dessous.

Les documents seront remis en deux (2) exemplaires (une version papier et une version informatique). Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, HAROPA PORT | Le Havre retournera les documents à l'Entrepreneur, avec ses observations éventuelles, au plus tard dans le délai de vingt (20) jours calendaires comptés à partir de la date de réception du bordereau d'envoi du dernier document de l'ensemble cohérent concerné.

Il est précisé que la délivrance d'un visa ou d'une liste d'observations ne dégage pas le titulaire de son entière responsabilité dans l'exécution des travaux.

Les documents qui auront fait l'objet d'observations, devront être modifiés par l'Entrepreneur dans le délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de réception des observations.

Après avoir été modifiés, ces documents devront à nouveau être envoyés en deux (2) exemplaires à la Maîtrise d'œuvre pour visa.

HAROPA PORT | Le Havre disposera, à nouveau, d'un délai de vingt (20) jours calendaires à compter de leur réception.

7.2. Mesures d'ordre social - application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier doit être conforme à la réglementation en vigueur.

7.3. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Les dispositions de l'article 31 du CCAG-Travaux sont complétées par les dispositions ci-après.

7.3.1. Langue du chantier

La langue utilisée par le Maître d'œuvre sur le chantier est le français. L'Entrepreneur devra en conséquence prendre toutes dispositions pour que les informations ou les ordres donnés en tous lieux sur le chantier par le Maître d'Œuvre et ses représentants puissent être compris de tous, et notamment en matière de sécurité.

7.3.2. Terrain(s) ou bien(s) mis à la disposition de l'Entrepreneur

Un emplacement sera mis gratuitement à la disposition de l'Entrepreneur pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux ainsi que d'un parking pour son matériel. La situation de cet emplacement sera précisée par le représentant de HAROPA PORT | Le Havre au titulaire, dès que commencera à courir le délai contractuel d'exécution.

Les lieux mis à disposition de l'Entrepreneur devront être remis en état par les soins de l'Entrepreneur, en fin de travaux, dans le délai prévu pour le repliement des installations de chantier.

HAROPA PORT | Le Havre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'Entrepreneur.

7.3.3. Branchements et frais de fonctionnement

Le titulaire fait son affaire de tous les branchements qu'il estime nécessaire, en particulier pour son énergie, sous quelle que forme que ce soit.

L'énergie électrique nécessaire à l'ensemble du chantier, y compris la base vie, sera à la charge du titulaire. Ce dernier utilisera plusieurs groupes électrogènes.

L'alimentation en eau nécessaire à l'ensemble du chantier, à la base vie et aux travaux sera à la charge du titulaire.

7.3.4. Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par l'Entrepreneur :

a. Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

b. Plan d'Hygiène et de sécurité

Un plan d'hygiène et de sécurité sera établi par l'Entrepreneur en application de l'article 28.3 du CCAG-Travaux et sera soumis au visa de HAROPA PORT | Le Havre dans le délai fixé à l'article 7.1 du présent CCAP.

Les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité relatives aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, prévues par le décret 2008-244 du 7 mars 2008 "articles R.4512-6 à R.4512-12" du Code du Travail, le décret 92-158 du 20 février 1992 et l'arrêté du 19 mars 1993 s'appliquent au présent marché. L'Entrepreneur est tenu de se conformer aux obligations prévues par ladite réglementation.

Plan de prévention

« Conformément au décret 92-158 du 20 février 1992, une inspection commune des installations et des lieux sera organisée par HAROPA PORT | Le Havre au plus tard trois (3) jours avant le début des travaux et des prestations.

L'Entrepreneur devra veiller à communiquer à HAROPA PORT | Le Havre les raisons sociales de ses sous-traitants participant à l'exécution des travaux et prestations.

Lors de cette inspection, HAROPA PORT | Le Havre définira en présence de l'Entrepreneur et des responsables de ses sous-traitants les limites du secteur d'intervention.

Une analyse des risques d'interférence entre les activités de HAROPA PORT | Le Havre, des opérateurs et celles de l'Entrepreneur et de ses sous-traitants sera menée au cours de cette inspection et les travaux dangereux figurant dans la liste de l'arrêté du 19 mars 1993 seront identifiés.

Un plan de prévention sera écrit d'un commun accord si le nombre total d'heures prévisible imputables aux travaux et prestations est égal au plus à 400 heures sur une période égale au plus à douze mois, que les travaux soient continus ou discontinus, si en cours d'exécution des travaux et prestations, ce nombre atteint 400 heures ou si quelle que soit la durée prévisible de ceux-ci, ceux à effectuer comportent des travaux dangereux identifiés lors de l'inspection commune préalable, ce plan devra être écrit.

Le plan de prévention ne pourra être validé qu'à la condition que le titulaire du marché et tous ses sous-traitants aient assisté à l'inspection commune préalable organisée par HAROPA PORT | Le Havre en vue d'analyser les risques d'interférences et d'identifier les phases d'exécution comportant des travaux dangereux cités par l'arrêté du 19 mars 1993.

Les travaux et les prestations ne pourront débuter avant la signature du plan de prévention par le titulaire du marché et tous les responsables des entreprises sous-traitantes ».

Information des salariés

Le contenu du plan de prévention établi et signé par l'Entrepreneur et ses sous-traitants devra être connu par l'ensemble de leurs salariés avant le commencement des travaux. Ceux-ci devront en prendre connaissance dès leur arrivée sur les lieux des travaux et d'exécution des prestations.

En cas de recours à de la main-d'œuvre étrangère, le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour que les modes opératoires, analyses de risques, les plans de prévention et les règlements de sécurité puissent être compris par l'ensemble des intervenants sur le chantier.

Cette disposition est également applicable aux co-traitants et sous-traitants éventuels.

c. Signalement d'accident

L'entrepreneur (et ses sous-traitants) sera tenu d'informer HAROPA PORT | Le Havre dès la survenance d'un accident du travail d'un de ses salariés ou d'un incident grave durant les travaux. Il indiquera à HAROPA PORT | Le Havre les mesures de sécurité mises en place ainsi que les mesures de prévention à mettre en œuvre de manière à éviter leur renouvellement.

L'entrepreneur établira à la fin des travaux un rapport faisant figurer le bilan des accidents du travail (nombre d'accidents du travail et durée des arrêts) et le nombre d'heures travaillées.

7.3.5. Signalisation

La signalisation des chantiers dans la zone intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'Entrepreneur sous le contrôle de HAROPA PORT | Le Havre dans les conditions visées au CCTP et suivant la réglementation en vigueur.

7.3.6. Usage des voies publiques urbaines et portuaires

En ce qui concerne l'usage des voies publiques urbaines, les dispositions particulières de l'article 34 du CCAG - Travaux sont applicables. Toutefois, en complément aux dispositions de l'article 34.1 du CCAG - Travaux, en ce qui concerne l'usage des voies portuaires d'accès à son chantier, l'entrepreneur est seul responsable durant la durée de celui-ci des dégradations et du nettoyage des chaussées, accotements, talus et terre-pleins empruntés par ses engins. Un constat de leur état sera préalablement établi contradictoirement avec le représentant de HAROPA PORT-LE HAVRE.

7.3.7. Usage des voies publiques urbaines et portuaires

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG-Travaux, le cas échéant, l'évolution des dispositions législatives et réglementaires notamment relatives à la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé ne fera pas l'objet d'avenant et s'impose au titulaire. Les dispositions seront applicables à compter de leur parution.

ARTICLE 8. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

L'Entrepreneur sera tenu d'effectuer lui-même et à sa charge tous les essais nécessaires à la bonne marche du chantier. A cet effet, il devra avoir à disposition pendant la durée des travaux, le matériel de mesure ainsi que le personnel compétent pour procéder aux essais de contrôle de chantier les plus courants notamment l'écartement des rails et le nivellement.

En complément aux dispositions de l'article 38 du CCAG-Travaux, les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules concernés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. sont à la charge de l'entreprise et seront exécutés par un organisme agréé par HAROPA PORT | Le Havre.

Si le maître d'œuvre prescrit, pour les ouvrages, d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître d'ouvrage. Toutefois, par dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux, si ces contrôles initialement à la charge du Maître d'Ouvrage mettent en évidence des anomalies ou non-conformités, les frais correspondants en seront supportés par l'Entrepreneur.

Les dispositions du 4° de l'article 24 du CCAG-Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

Pour ce qui concerne les contrôles de réception des fournitures, ils seront exécutés :

- en usine par le fournisseur ;
- sur le chantier par l'entreprise.

HAROPA PORT | Le Havre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles, en sus de ceux définis par le marché. Ceux-ci seront à la charge de HAROPA PORT | Le Havre.

Toutefois, par dérogations à l'article 38 du CCAG-Travaux, si ces essais complémentaires conduisent à mettre en avant un manquement aux obligations du titulaire, ou un défaut de qualité, le coût de ces essais sera mis à la charge de ce dernier.

8.2. RECEPTION DES TRAVAUX

Il est prévu une réception unique de la totalité des travaux. Toutefois, HAROPA PORT Le Havre se réserve la possibilité de prononcer des réceptions partielles dont les modalités seraient alors fixées par ordre de service.

En complément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux, la réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution préalable et concluante des épreuves définies au CCTP, de la remise en état des lieux ainsi que de la restitution à l'exploitation de la voie routière et ferroviaire, sans restriction.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3, le titulaire ne peut ni notifier au maître d'ouvrage que le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date des opérations préalables à la réception ni, à défaut de la fixation d'une date par le maître d'ouvrage, considérer comme acquise la réception des travaux à l'expiration du délai de trente jours.

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG-Travaux, au cas où les travaux de levée des réserves ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, et dans le cas où la réception a été prononcée sous réserves, l'acheteur peut les faire réaliser aux frais et risques de l'entreprise après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des pénalités de retard prévus à l'article 4.9 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux de levée des réserves (réception avec réserves).

La constatation de l'exécution des prestations ayant donné lieu à réserve doit faire l'objet d'un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception, établi à la demande de l'entreprise dans les termes des articles 41.1 et 41.2 du CCAG-Travaux.

De surcroît, et en complément à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, en cas de défaillance de l'entreprise dans son obligation d'exécuter les travaux de levée de réserves, la procédure d'établissement de son décompte général, si elle a été mise en œuvre, pourra être suspendue de plein droit par ordre de service afin de pouvoir y faire figurer en déduction du solde le montant de ces pénalités de retard et, le cas échéant, celui du coût de l'exécution des travaux aux frais et risques de l'entreprise.

Les réserves à lever identifiées lors de la réception de l'acheteur peuvent également faire l'objet de l'article 41.7 du CCAG-Travaux.

Le prononcé de la réception des travaux ou l'intervention d'un décompte général et définitif sans avoir mentionné de réserve concernant un dommage causé à un tiers ne fait pas obstacle à la recevabilité de l'action en responsabilité ou de l'appel en garantie du maître d'ouvrage contre le titulaire ou son assureur.

En cas de réception, le transfert de la garde des ouvrages au maître d'ouvrage intervient le jour de la notification de la décision prévue par l'article 41.3 du CCAG-Travaux ou de l'expiration du délai prévu par ce même article.

8.3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.)

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux et conformément à l'article III.3 CCTP, l'Entrepreneur fournira à HAROPA PORT | Le Havre les documents composant le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E) certifié conforme à l'exécution, un (1) mois, au plus tard, à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le défaut de remise de ces documents dans le délai par le titulaire entraîne l'application de pénalités mentionnées à l'article 4.8.

Le délai de validation du maître d'œuvre n'est pas compris dans le délai mentionné à l'article 4.8.

L'ensemble des documents sera fourni en un exemplaire papier et un exemplaire informatique, en DWG pour les plans et PDF pour les documentations.

ARTICLE 9. GARANTIES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai de garantie est acquise de plein droit et sans formalité jusqu'à la mise en conformité exigée pour tous travaux dont l'exécution a fait l'objet d'une mise en demeure à l'entrepreneur de la part du Maître d'Œuvre ou du Maître d'Ouvrage avant l'expiration du délai de garantie.

Les dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux relatives au délai de garantie sont complétées par les dispositions suivantes :

9.1. - Garantie pour vice caché

Les garanties prévues au présent article ne font pas obstacle à ce que le Maître d'Ouvrage soit en droit de rechercher la responsabilité du titulaire sur le fondement de la garantie des vices cachés prévue par les articles 1641 à 1649 du Code Civil, qui sont et restent applicables au présent marché.

ARTICLE 10. ASSURANCES

Le titulaire (en cas de groupement, chaque co-traitant) du marché public (et le cas échéant, le sous-traitant) certifie qu'il a souscrit auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, les polices d'assurances nécessaires pour couvrir les risques et responsabilités encourus dans le cadre de l'exécution du présent marché public et s'engage à le rester pendant toute la durée de validité du marché.

Le titulaire (en cas de groupement, le mandataire) du marché public, devra avoir fourni, à l'appui de son offre, une attestation d'assurance couvrant en conséquence sa responsabilité encourue au titre du présent marché public, tant à l'égard de HAROPA PORT, pris en ses personnels et installations, qu'envers les tiers, avec notamment les garanties et capitaux minimums suivants :

- Responsabilité civile pendant travaux, comprenant la responsabilité du fait des produits défectueux :
 - Dommages corporels, matériels, et immatériels consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : TROIS (3) millions d'euros par sinistre ;
 - Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : UN (1) million d'euros par sinistre.
- Responsabilité civile après travaux, comprenant la responsabilité du fait des produits défectueux :
 - Dommages corporels, matériels, et immatériels consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : QUATRE (4) millions d'euros par an ;
 - Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : DEUX (2) millions d'euros par an.
- Responsabilité civile atteinte à l'environnement (RCAE) :
 - Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, frais d'urgence, préjudice écologique : TROIS CENT MILLE (300.000) euros par an.

En outre, le titulaire (en cas de groupement, le mandataire) du marché public devra impérativement s'assurer que les éventuels co-traitants et sous-traitants bénéficient d'une couverture assurantielle suffisante et adaptée aux risques et responsabilités encourus pour les prestations qu'ils auront à réaliser.

Le cas échéant, chaque co-traitant et / ou chaque sous-traitant du marché public, devront avoir fournis, à l'appui de l'offre, une attestation d'assurance couvrant en conséquence leur responsabilité encourue au titre du présent marché public.

Si le soumissionnaire, y compris les éventuels cotraitants et / ou sous-traitants, n'ont pas remis à l'appui de leur offre, ou à l'appui de leur déclaration de sous-traitance, l'attestation d'assurance, ils devront remettre cette attestation dans le délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution.

Le titulaire (en cas de groupement, chaque co-traitant) s'engage à maintenir les assurances demandées au présent article et, a minima, les montants de garantie acceptés, pendant toute la durée de ce marché public, ou de leur intervention en ce qui concerne les sous-traitants. A cet effet, le titulaire s'engage à envoyer les attestations, précisant les montants de garanties, à chaque date anniversaire de la notification du marché.

ARTICLE 11. POLITIQUE SURETE DE HAROPA PORT | LE HAVRE

11.1. Objectifs de la politique sûreté

La politique sûreté de HAROPA PORT | LE HAVRE a pour objectif la protection de ses personnels, de ses installations, de son patrimoine technique et de ses systèmes d'information contre toute menace matérielle ou immatérielle malveillante visant à porter atteinte à la Direction Territoriale du Havre ou à l'accomplissement de ses missions.

Dans ce cadre, HAROPA PORT | LE HAVRE développe une culture sûreté auprès de ses personnels par le biais de formations, sensibilisations ou entraînements et développe l'adaptation de son organisation et de ses méthodes aux menaces et risques identifiés.

Par ailleurs, HAROPA PORT | LE HAVRE développe un contrôle des modes d'action visant à protéger ses flux d'information ainsi qu'une évaluation permanente des menaces susceptibles d'avoir un impact sur le niveau de sûreté de ses personnels ou de ses partenaires.

Le contenu de cette politique sûreté est défini à l'article 11.2 ci-dessous.

Ayant pris connaissance de ces dispositions, le titulaire s'engage à sensibiliser ses agents et ceux de ses sous-traitants aux impératifs de sûreté et respecter les dispositions réglementaires et les procédures en vigueur en terme de sûreté, notamment au travers des ressources déployées sur les sites de HAROPA PORT | Le Havre.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à préserver les informations et données dont il peut avoir connaissance et à signaler à la Direction Territoriale du Havre tout fait susceptible de porter atteinte à la sûreté de ses sites ou infrastructures.

11.2. Contenu de la politique sûreté

La politique sûreté se décline en cohérence avec la politique d'entreprise globale et vise à garantir un niveau d'efficacité répondant aux attentes de nos clients et partenaires. Le développement des activités portuaires repose en partie sur notre capacité à maîtriser les risques.

Certifiée ISO 28000 depuis 2010, la Direction territoriale du Havre s'engage, en collaboration avec toutes les parties prenantes publiques et privées, à poursuivre sa démarche en matière de sûreté.

Dans le respect de ses missions, HAROPA PORT | LE HAVRE s'engage à :

- Mettre en œuvre les réglementations en matière de sûreté applicables à nos métiers,

- Participer à la stratégie commerciale et domaniale en créant des espaces sûrs et en sécurisant l'ensemble de la chaîne logistique,
- Contribuer à la lutte contre les trafics illicites,
- Poursuivre nos actions de sécurisation du passage de la marchandise en cohérence avec les risques,
- Poursuivre la démarche cybersécurité afin de garantir la sécurité de nos données, de celles auxquelles nous avons accès sur l'axe Seine et sécuriser les flux d'information,
- Conforter le développement de la culture sûreté au sein de l'entreprise et partager nos pratiques avec l'ensemble des acteurs de la place portuaire.

Le titulaire s'engage à conserver, de la façon la plus stricte, la discrétion la plus absolue sur l'ensemble des renseignements qu'il peut recueillir à l'occasion de l'exécution du présent marché public. Cette obligation de discrétion demeure même après la fin du présent marché public, qu'elle qu'en soit la cause.

Le titulaire doit garantir la sûreté de ses intervenants et de ses sous-traitants éventuels ainsi que des équipements et matériels déployés sur site.

Une demande d'enquête administrative peut être transmise par HAROPA PORT | LE HAVRE aux autorités compétentes dans le cadre du présent marché public. Cette enquête est destinée à s'assurer que la situation administrative concernant les intervenants de l'entreprise est compatible avec l'accès envisagé. HAROPA PORT | LE HAVRE en informe alors les intervenants concernés par écrit.

Le titulaire s'engage à transmettre l'identité des intervenants et assure l'enregistrement et le suivi des informations suivantes pour chaque intervention :

- Date de l'intervention,
- Horaire de l'intervention,
- Nature de l'intervention.

Le titulaire doit fournir au représentant de HAROPA PORT | LE HAVRE chargé du suivi des prestations, au plus tard 72 heures avant l'intervention, une copie (recto/verso) d'un document, en cours de validité, justifiant de l'identité de chaque intervenant (carte nationale d'identité ou passeport ou titre de séjour).

Le titulaire doit immédiatement signaler au représentant de HAROPA PORT | LE HAVRE chargé du suivi des prestations tout mouvement de personnels et sous-traitants employés dans le cadre du présent marché public.

Si dans le cadre du marché public des cartes d'accès sont attribuées individuellement, elles ne peuvent faire l'objet d'aucun prêt ni cession. L'utilisateur sera le seul responsable. Tout manquement entraînera des sanctions.

De même, la perte ou la défectuosité d'une carte d'accès doit être impérativement signalée au représentant de HAROPA PORT | LE HAVRE chargé du suivi des prestations pour invalidation et/ou renouvellement.

A la fin des prestations, l'ensemble des cartes d'accès doit être impérativement restitué au représentant de HAROPA PORT | LE HAVRE chargé du suivi des prestations.

En cas de non-restitution par le titulaire d'une ou plusieurs cartes d'accès délivrées par HAROPA PORT | LE HAVRE à l'issue de la décision de réception des prestations, une pénalité égale à cent cinquante euros (150 €) par carte non restituée sera opérée sur les sommes dues au titulaire. En cas de perte, une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) sera appliquée au titulaire.

En cas de non-respect des mesures de sûreté, le titulaire est mis en demeure d'apporter, sans délai, les actions correctives conformes aux exigences de HAROPA PORT | LE HAVRE sans qu'il puisse prétendre à indemnité ou prolongation de son délai d'exécution.

En cas de non-respect des mesures de sûreté et sur simple constatation par HAROPA PORT | LE HAVRE le titulaire subira une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) par jour calendaire jusqu'à la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant le respect desdites règles.

HAROPA PORT | LE HAVRE attire l'attention du titulaire sur les évolutions possibles des obligations réglementaires liées à la sûreté : niveau de sûreté ISPS et niveau de vigilance Vigipirate. A titre d'exemple, selon l'état de la menace et les directives étatiques, HAROPA PORT | LE HAVRE se réserve le droit de restreindre, voire interdire, les accès et les activités sur certaines zones. Pour ces raisons de sûreté, les prestations peuvent donc être suspendues sans que la responsabilité du titulaire ne puisse être engagée.

11.3. Exigence de sûreté au titre du présent marché

11.3.1. Traçabilité des interventions.

L'accès à certains sites concernés par le présent marché nécessite des autorisations individuelles délivrées par HAROPAPORT-LE HAVRE et/ou un opérateur pour les terminaux sous ISPS.

Dans tous les cas, le titulaire assurera l'enregistrement et le suivi des informations suivantes pour chaque intervention sur site :

- identité de l'intervenant,
- date de l'intervention,
- horaire de l'intervention,
- nature de l'intervention.

Ces informations seront mises à disposition de HAROPAPORT-LE HAVRE sur simple demande écrite.

Echange de documents

Le titulaire s'engage à n'échanger des documents avec le responsable du marché public qu'au moyen de la messagerie électronique professionnelle. Si les documents devaient être trop volumineux au point qu'une plateforme de transfert de documents soit nécessaire, il s'engage à utiliser uniquement un conteneur chiffré au moyen de la solution "Zed!", seule et unique solution de chiffrement autorisée par l'ANSSI. Dans ce cas, la clé de chiffrement est échangée uniquement par un moyen autre que la messagerie électronique.

11.3.2. Modification des mesures de sûreté existantes.

En cas de modification impactant les mesures de sûreté mises en place sur le site d'intervention, le titulaire doit en faire préalablement la demande auprès du représentant de HAROPA PORT | LE HAVRE chargé du suivi des prestations, qui transmettra au Pôle Sûreté et Continuité d'Activité (SCA) pour validation.

Au cours de l'exécution des prestations, le Pôle SCA pourra réaliser des visites de sûreté afin de vérifier le respect des dispositions relatives à la politique de sûreté de HAROPA PORT | LE HAVRE et, notamment, la mise en place des mesures préalablement définies avec le titulaire.

11.3.3. Régimes de sûreté.

HAROPA PORT | LE HAVRE attire l'attention du titulaire sur les évolutions possibles des obligations réglementaires liées à la sûreté : niveau de sûreté ISPS et niveau de vigilance Vigipirate. Selon l'état de la menace et les directives étatiques, HAROPA PORT | LE HAVRE se réserve le droit de restreindre, voire interdire, les accès et les activités sur certaines zones.

11.3.4. Visites de sûreté.

Le titulaire devra garantir la sûreté de ses intervenants et de celle des sous-traitants éventuels ainsi que des équipements et matériels déployés sur site.

Pendant l'exécution des prestations, des visites de sûreté peuvent être organisées, afin de vérifier le respect des dispositions relatives à la politique de sûreté de HAROPA PORT | LE HAVRE et notamment, à la mise en place des mesures préalablement définies avec le titulaire.

En cas de non-respect des mesures de sûreté, le titulaire sera mis en demeure d'apporter, sans délai, les actions correctives conformes aux exigences de HAROPA PORT | LE HAVRE sans qu'il puisse prétendre à indemnité ou prolongation de son délai d'exécution.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES A L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE.

Le présent marché public vaut titre d'occupation.

Ce titre est délivré à titre gratuit pour l'exécution des prestations du présent marché public.

Le titulaire est autorisé à occuper un bien du domaine public compris dans la circonscription de HAROPA PORT | LE HAVRE. Ce bien est précisé à l'article 7.3.2 du présent C.C.A.P.

Cette autorisation n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'Article L 2122-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Les conditions générales d'occupation de HAROPA PORT | Le Havre s'appliquent au présent marché public et sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.haropaport.com/fr>.

Les stipulations des pièces du présent marché public priment en cas de contradiction.

Les dispositions suivantes sont applicables au présent marché public.

12.1. Destination – engagement d'utilisation

Le bien, objet du présent titre sera exclusivement destiné à l'exécution du présent marché public, et à l'exclusion de tout autre usage, et dans les limites des obligations liées à l'occupation domaniale.

12.2. Durée

Le titre est accordé pour l'exécution des prestations du présent marché public.

La durée maximale du présent titre ne saurait en aucun cas dépasser les délais réels pour l'exécution des prestations (délai de remise en état des emplacements prévus inclus).

Par conséquent, l'occupation cessera de plein droit après l'exécution des prestations.

12.3. Restitution des lieux – Remise en état

A l'expiration du titre pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'engage à restituer à HAROPA PORT | Le Havre un bien conforme aux spécifications initiales.

A ce titre :

Le titulaire se reconnaît responsable du ou des biens qui lui sont confiés et s'engage à remettre ces emplacements en état.

Dans ce cadre, la restitution du bien devra être précédée d'un dégagement, nettoyage et remise en état aux frais du titulaire.

En outre, HAROPAPORT | LE HAVRE pourra, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, pourvoir d'office à la remise en état des lieux aux frais et risques du titulaire.

12.4. Sous-occupation

Le titulaire peut autoriser ses sous-traitants et cotraitants à occuper tout ou partie du domaine public mis à la disposition ainsi que les ouvrages et installations s'y trouvant implantés. La notification du marché public et des actes Spéciaux de sous-traitance entraînent l'accord de HAROPAPORT-LE HAVRE valant titre d'occupation.

ARTICLE 13. RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES MODIFEE

Chaque partie au marché est tenue au respect des exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (dit « RGPD ») et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « Loi Informatique & Libertés ») relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à garantir la protection et l'exercice des droits des personnes concernées.

Le titulaire communique à HAROPA PORT l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions. Pour HAROPA PORT, le délégué à la protection des données peut être contacté à l'adresse courriel : dpo@haropaport.com

HAROPA PORT s'engage à traiter les données personnelles fournies exclusivement dans le cadre des finalités nécessaires à la passation et à l'exécution des prestations objet du présent marché public. Ces données seront conservées pendant une durée maximum de 5 ans à l'issue de l'exécution des prestations.

ARTICLE 14. CLAUSES DE RÉEXAMEN

En complément de l'article 54 du CCAG-TRAVAUX, le marché public intègre des clauses de réexamen qui pourront être mises en œuvre à la demande de l'une ou l'autre des parties dans les hypothèses suivantes :

1. **En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte de façon substantielle à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier malgré les modalités d'adaptation prévues au marché public** : dans cette hypothèse, les parties pourraient alors se concerter afin de choisir par voie d'avenant, un nouvel indice représentatif et/ou de modifier la part d'un indice au sein de la formule de révision des prix, voire de réajuster ou supprimer la part fixe, ou encore de redéfinir la périodicité d'application de cette formule, le cas échéant. A défaut, les parties pourraient convenir également de se concerter afin le cas échéant, d'intégrer par voie d'avenant, ce type d'augmentation sur production, par le titulaire du marché, de l'ensemble des justificatifs nécessaires à son appréciation par HAROPA PORT | Le Havre. Toute modification éventuelle des prix du marché, par voie d'avenant, s'entend pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié. Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau. Dans tous les cas, ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des clauses de butoir et/ou de sauvegarde prévues au marché, le cas échéant. En tout état de cause :
 - Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur tant qu'aucun accord n'est intervenu entre les parties ;
 - Le Titulaire ne peut refuser de réaliser la prestation au motif que les prix n'ont pas été modifiés.
2. **Application du coefficient de révision des prix aboutissant à une révision supérieure à 15 % par rapport aux valeurs initiales** : dans cette hypothèse, les parties pourraient alors se concerter afin de choisir un nouvel indice représentatif et/ou d'en modifier la part au sein de la formule de révision, voire de réajuster ou supprimer la part fixe, le cas échéant. Cette possibilité pourra également être sollicitée dans le cadre des innovations/améliorations indiquées au 4) ci-après. Ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des clauses de butoir et/ou de sauvegarde prévues au marché, le cas échéant.
3. **Reconduction anticipée du marché** : dans le cas où le montant des prestations exécutées atteint le montant maximum prévu par le marché avant le terme de la période contractuellement déterminée, le marché public pourra alors faire l'objet d'une reconduction anticipée, sans que cette décision ne modifie la durée totale prévue au CCAP. L'acheteur informe alors le titulaire de la survenance de cette reconduction qui fera alors l'objet d'une décision fixant le point de départ et l'échéance de cette période de reconduction.
4. **Modulation du montant maximum du marché** : dans le cas où le montant des prestations exécutées atteint, avant son terme, le montant maximum de la période en cours de validité, ce montant pourra être augmenté, par compensation, dans les limites du montant maximum toutes périodes confondues et des sommes déjà engagées. Le cas échéant, l'acheteur informera le titulaire de la survenance de cette modulation qui fera alors l'objet d'une décision fixant le nouveau montant maximum de la période en cours d'exécution et celui/ceux des périodes suivantes. Le titulaire ne pourra pas se prévaloir de l'augmentation du montant maximum sur la période de validité du marché public pour obtenir une indemnisation d'un préjudice éventuel.

5. **Améliorations/innovations environnementales** : Si en cours de marché des innovations ou des améliorations venaient à être proposées en matière environnementale (notamment carburants, changement dans la méthodologie d'exécution des prestations susceptibles de diminuer l'empreinte carbone globale), les parties pourraient là aussi se réunir afin d'en étudier les conséquences technico-financières dans le but de les intégrer à un avenant.

La partie sollicitant la mise en œuvre de l'une des clauses de réexamen visée au présent CCAP adresse sa demande par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel. Elle joint à celle-ci l'ensemble des documents justificatifs nécessaires à l'examen des conditions d'application de la clause.

Après accord des parties sur les modifications à apporter aux prestations et leurs modalités d'intégration, la décision finale sera formalisée par l'acheteur

ARTICLE 15. REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

15.1. Obligation d'alerte préalable

A peine de forclusion concernant la possibilité de présenter une demande de rémunération complémentaire ou de prolongation de délai à raison des faits qui se sont produits pendant la période écoulée, le titulaire devra adresser au maître d'œuvre, avec copie au maître d'ouvrage à chacune des dates (n) définies ci-dessous, majorée d'un (1) mois, un rapport retraçant les faits de toute nature qui se sont produits entre la dernière date (n-1) et la date (n) considérée et qu'il estime susceptibles de justifier une rémunération complémentaire par rapport aux prix contractuellement convenus et/ou une prolongation de délai.

Ce rapport devra clairement identifier les faits générateurs, les justifier par la production des documents correspondants et fournir toutes précisions et justifications quant à leurs conséquences, sur le plan contractuel, technique et financier. Ces rapports devront être complets, finalisés, concis et précis, intelligibles et dénués d'ambiguïtés, de difficultés d'interprétation. La rédaction des rapports doit éclairer avec suffisamment de fiabilité et de précision sur les conséquences notamment financières des faits invoqués.

Le maître d'ouvrage accorde une importance toute particulière à la qualité des rapports d'alerte préalable et se réserve la possibilité de rejeter le rapport du fait de sa remise tardive, du caractère incomplet de celui-ci. En cas de rejet, le rapport est considéré comme non remis et la forclusion est acquise.

L'absence d'observations formulées par le maître d'ouvrage ne constitue pas une acceptation tacite ou de fait. L'envoi d'un rapport au maître d'ouvrage n'entraîne pas une obligation de réponse de ce dernier. Une réunion de présentation et d'éventuelles discussions à propos de ce rapport pourra être organisée au gré de la maîtrise d'œuvre ou d'ouvrage.

Les dates retenues sont : tous les trois (3) mois à partir de la notification du marché. La fréquence ne pourra pas dépasser quatre rapports par an. Le non-respect de cette dernière disposition entraînera le rejet du rapport.

15.2. Mémoire en réclamation

Pour l'application de l'article 55.1 du CCAG-Travaux, il est précisé que tout différend soulevé par l'Entrepreneur avant la procédure de clôture des comptes des articles 12.3 et suivants du CCAG-Travaux, constitue nécessairement un différend avec le Maître d'Œuvre de sorte que tout mémoire de réclamation de l'Entrepreneur présenté pour la première fois et en dehors de la procédure des articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux, est réputé correspondre à celui de l'article 55.1.1 du CCAG-Travaux, quel que soit son destinataire.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

L'absence de notification d'une décision dans ces délais équivaut à un rejet de la demande du titulaire.

Par dérogation à l'article 55.1.4 du CCAG-Travaux, si l'entrepreneur ne donne pas son accord à la décision ainsi prise, les modalités fixées par la décision du maître d'ouvrage sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant des procédures décrites aux articles 55.2 et 55.3 du CCAG-Travaux.

15.3. Procédure contentieuse

Il est précisé également que le délai de six (6) mois prévu par l'article 55.3.2 du CCAG-Travaux court également en l'absence de décision prise par le Maître d'Ouvrage dans le délai de deux mois en vertu des stipulations de la dérogation ci-dessus, pourvu que la procédure concerne une réclamation relative au décompte général.

ARTICLE 16. RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 1 %.

ARTICLE 17. PRECISIONS POUR L'APPLICATION DU CCAG-TRAVAUX

- Les dispositions de l'article 11.4 du CCAG-Travaux sont complétées comme suit :

« L'Entrepreneur qui a refusé de signer un constat ou ne l'a signé qu'avec réserves et qui n'a pas explicité ses réserves dans une lettre transmise au Maître d'Œuvre au plus tard quinze (15) jours après la date du constat, est définitivement réputé avoir accepté les termes de ce constat. »

- Les dispositions de l'article 12.3.1 sont complétées comme suit :

Le projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble. Les demandes qui n'ont pas fait l'objet d'une contractualisation dans le cadre du marché public initial ou d'un avenant doivent de plus avoir fait l'objet d'un véritable mémoire de réclamation préalablement transmis au Maître d'Œuvre en application de l'article 55.1.1 du CCAG-Travaux.

- En complément de l'article 55.1.1 du CCAG-Travaux, il est précisé que les motifs, fondements et montants d'une réclamation formulées en application de ce même article ne peuvent en aucun cas être modifiés par la suite.
- En complément de l'article 17.3 du CCAG-Travaux, toute indemnisation de l'Entrepreneur est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet et ne pouvaient faire l'objet- d'aucun règlement à l'Entrepreneur par son ou ses assureurs ou tout autre tiers au contrat.
- En complément de l'article 52 du CCAG-Travaux, il est précisé que la résiliation du marché, simple ou aux frais et risques de l'Entrepreneur, ne peut être que partielle.

ARTICLE 18. CLAUSE D'INTEGRITE - PROBITE

HAROPA PORT est un établissement public de l'Etat qui attache une importance toute particulière à la lutte contre la fraude et la corruption et qui entend que tout titulaire de marché public adhère aux mêmes principes et respecte scrupuleusement la réglementation en vigueur.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter irrévocablement les éléments stipulés dans le présent article.

Le soumissionnaire déclare que ni lui, ni ses dirigeants, n'ont fait l'objet de condamnations judiciaires définitives pour corruption sur les cinq (5) dernières années.

Le soumissionnaire, et ses éventuels sous-traitants et co-traitants, s'engage à exercer ses activités en stricte conformité avec les normes et réglementations applicables au(x) marché(s) au(x)quel(s) il soumissionne.

En particulier, le soumissionnaire s'engage à ce que lui-même, dirigeants, salariés, représentants et agents respectent la réglementation applicable en matière de prévention de la corruption. Le soumissionnaire s'interdit notamment de promettre, d'offrir ou d'accorder à un salarié de HAROPA PORT, directement ou indirectement, soi pour lui-même ou pour une autre entité, tout avantage indu, afin que cette personne accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte. Sont compris dans les avantages indus, et sans que cette énumération soit limitative, tous cadeaux et invitations d'un montant déraisonnable, une rémunération ou un avantage de quelque nature que ce soit indu.

Notamment, HAROPA PORT et le titulaire du marché, y compris ses sous-traitants et/ou fournisseurs, s'engagent à respecter et à faire respecter par leurs salariés, l'interdiction de toute forme d'activité frauduleuse dans le cadre de leur relation contractuelle, l'interdiction de toute forme de corruption passive ou active dans l'intention d'influencer le comportement de leurs employés respectifs en vue d'obtenir de leur part un traitement de faveur, de susciter une décision favorable ou d'influer sur l'issue d'une négociation entre les deux parties.

Si HAROPA PORT a des raisons de croire que le titulaire ne se conforme pas aux obligations contenues dans ces clauses, celui-ci devra fournir les preuves raisonnables qu'il n'a pas commis ou n'est pas sur le point de commettre un manquement à ses obligations. A défaut, le titulaire accepte que HAROPA PORT suspende l'exécution du contrat jusqu'à ce que le titulaire fournisse ces éléments

En cas de non-respect par le titulaire des dispositions mentionnées précédemment, HAROPA PORT se réserve le droit de résilier le marché public de plein droit et avec effet immédiat par lettre recommandée avec accusé réception, sans versement d'indemnité, et sans préjudice de dommages et intérêts et/ou de recours prévus par la loi.

Le titulaire s'engage à informer HAROPA PORT, sans délai, de tout élément qui serait porté à sa connaissance et susceptible d'entraîner sa responsabilité au titre de la présente clause.

ARTICLE 19. ATTESTATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIES DE NATIONALITE ETRANGERE HORS C.E.

Le titulaire devra remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché, à des salariés de nationalité étrangère, à l'exception des salariés de la Communauté Européenne et, dans l'affirmative, certifier que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

A défaut de remise de cette attestation, la signature par l'Entrepreneur du présent CCAP vaudra attestation.

ARTICLE 20. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-travaux, le dernier article du CCAP ne liste pas les articles dérogatoires au CCAG.

B - C.C.T.G. :

Néant